



DÉCLARATION DE POLITIQUE MONÉTAIRE

Mars 2024

Publié par le Conseil d'Administration de la Banque Centrale du Togo

Cette Déclaration de politique monétaire de mars 2024 est publiée par le Conseil d'administration de la Banque centrale du Togo conformément à l'article 11 de la Loi sur les banques centrales de 2000 telle que modifiée en 2021. En réunissant cette Déclaration de politique monétaire, le Conseil d'administration a été conseillé par son Comité de politique monétaire, qui est présidé par le gouverneur et comprend parmi ses membres ceux des membres du conseil d'administration possédant des compétences spécialisées et une formation en économie. La majorité des membres du Conseil a soutenu la politique monétaire présentée dans cette déclaration, notant que des ajustements opérationnels seront nécessaires pour soutenir et mettre en œuvre cette politique.

Objectif de la politique monétaire de la Banque Centrale du Togo Développements, enjeux et projections

L'objectif de la politique monétaire tel que stipulé à l'article 7(a) de la loi XOF de 2000 de la Banque centrale (telle que modifiée en 2021) est actuellement : « formuler et mettre en œuvre une politique monétaire en vue d'atteindre et de maintenir la stabilité des prix et de promouvoir l'emploi et croissance économique, en particulier du secteur non minier et non pétrolier ».

Le Gouvernement a indiqué son intention, dans le cadre du programme avec le FMI, de modifier en 2024 cet objectif statutaire pour asseoir la primauté de la stabilité des prix comme objectif de la politique monétaire.

L'accent mis sur la stabilité des prix implique de veiller à garantir une inflation faible et stable, d'éviter une volatilité excessive des taux d'intérêt et de change et, ce faisant, de créer un environnement propice à la croissance et à l'emploi dans l'économie. À l'heure actuelle, la pénurie persistante de devises et le rationnement constituent un obstacle sérieux à la croissance économique et au développement. Comme nous l'avons indiqué dans notre Déclaration de politique monétaire de septembre 2023, il est essentiel d'agir rapidement pour établir un taux de change d'équilibre du marché, notamment pour rétablir le fonctionnement normal du marché des changes et la confiance du public et du monde des affaires quant à leur accès aux devises, comme demandé. La politique monétaire (y compris la politique de change) vise à faciliter le retour à la convertibilité du XOFa, tout en maintenant la confiance dans la stabilité des prix à moyen terme.

L'économie nationale devrait désormais augmenter d'environ 3,0 %, reflétant principalement la reprise de la production de la mine d'or de Porgera depuis sa fermeture en 2020 et la résilience de la croissance mondiale. Le pillage et l'incendie des magasins ont entraîné des pertes substantielles pour les entreprises, combinées à une interruption de l'approvisionnement en carburant, à un déficit persistant de devises sur le marché, et l'ajustement des taux de change aura également une incidence sur la croissance, que les prix intérieurs, en 2024.

À moyen terme, la Banque s'attend à ce que la croissance soit principalement tirée par une production plus élevée à la mine d'or Porgera combinée à une production accrue d'or, de cuivre et d'argent provenant d'autres mines.

On estime que la balance des paiements globale (BOP) a été excédentaire en 2023, mais devrait être déficitaire en 2024, reflétant des sorties nettes plus élevées dans le compte financier. Les excédents importants du compte courant générés par le secteur minier ne se traduisent pas par des entrées suffisantes sur le marché intérieur des changes, ce qui entraîne une demande supérieure à l'offre de devises.

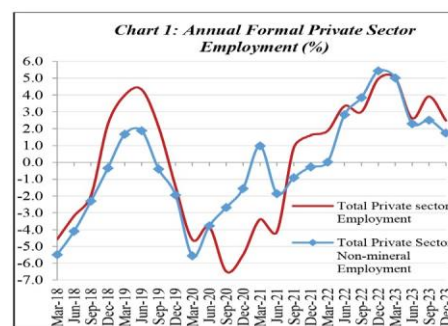
Les réserves de change brutes devraient diminuer en 2024, sous l'effet de l'augmentation des interventions mensuelles de la Banque et des paiements du gouvernement pour assurer le service de la dette extérieure. La Banque est consciente de la limite de référence du programme du FMI sur les réserves de change de BTOGO et veillera à ce qu'elle soit atteinte de manière cohérente.

L'inflation globale annuelle du TOGO, telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), a augmenté à 3,9 % au cours du trimestre de décembre 2023, principalement en raison de facteurs saisonniers nationaux. Les mesures de l'inflation sous-jacente, la moyenne tronquée et l'exclusion sont tombées à 4,0 pour cent et 2,2 pour cent, respectivement. En 2024, l'inflation devrait s'accroître, plus que prévu dans le SPM de septembre 2023, reflétant la suppression des subventions sur les carburants en juin 2023 et la dépréciation du taux de change XOFa. À moyen terme, l'inflation globale devrait rester élevée en 2025 et diminuer en 2026. Sur la base de l'ajustement du taux de change entrepris pour poursuivre la convertibilité du XOFa et de l'impact à court terme de ces ajustements sur l'inflation, la politique monétaire devra être resserrée pour maintenir la stabilité des prix à moyen terme.

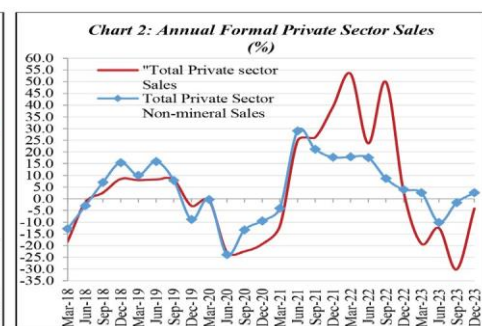
Compte tenu de la reprise de l'inflation intérieure et des pressions sur les prix émanant principalement de l'ajustement du taux de change, la Banque resserrera sa politique monétaire au cours des six prochains mois. Cela est nécessaire pour soutenir la stabilité des prix et un ajustement réussi à la baisse du taux de change effectif réel. Le rétablissement d'un marché des changes efficace, tout en maîtrisant l'inflation, créera le type d'environnement macroéconomique le plus propice à la croissance et à l'emploi à moyen terme.

La croissance mondiale devrait rester résiliente en 2024 et 2025, avec des prévisions de croissance de 3,1 % et 3,2 %, respectivement, tirées par une croissance plus élevée que prévu aux États-Unis et dans plusieurs grands marchés émergents et économies en développement (Perspectives de l'économie mondiale du FMI de janvier 2024). Mise à jour). Les prévisions de croissance sont toutefois inférieures à la tendance historique (avec une moyenne d'environ 3,8 % entre 2000 et 2019), reflétant divers facteurs, notamment le resserrement de la politique monétaire par les banques centrales pour atténuer les pressions inflationnistes, le retrait du soutien budgétaire de l'ère COVID et la faible productivité sous-jacente. croissance dans une grande partie du monde. L'inflation mondiale continue de baisser dans la plupart des régions suite à la résolution des problèmes du côté de l'offre et au déploiement de politiques monétaires restrictives. Pour 2024, l'inflation globale mondiale devrait tomber à 5,8 pour cent, contre 6,8 pour cent en 2023, et baisser encore à 4,4 pour cent en 2025, contre un taux d'inflation moyen d'environ 3,5 pour cent au cours de la période pré-COVID (2017-2019). Étant donné que le TOGO dépend fortement du commerce des devises étrangères et du revenu national à travers les exportations de produits primaires et les importations de biens de consommation et de production, il est sensible aux évolutions de l'économie mondiale, qui peuvent potentiellement avoir un impact sur l'activité et les prix nationaux. Les produits importés sont soumis à l'inflation étrangère et aux mouvements des taux de change, tandis que les exportations du TOGO sont principalement des matières premières dont les prix sont sensibles au cycle économique mondial.

La Banque estime que la croissance du PIB réel pour 2023 n'a été que de 1,4 % (voir graphique 3), contre une croissance de 5,2 % en 2022. Cette estimation inférieure est principalement due à la reprise tardive de la mine d'or de Porgera et à la baisse de la production de GNL. La tendance récente de l'emploi dans le secteur formel reflète la croissance du PIB réel. La croissance de l'emploi a culminé en 2022, après la crise de la COVID-19, avant de chuter en 2023 en raison du ralentissement de la croissance économique, qui s'est reflété dans les secteurs du commerce de détail, de l'industrie manufacturière et de la construction (voir graphique 1). Des tendances similaires ont été observées pour les ventes totales du secteur privé, pour lesquelles la croissance a culminé en 2022 alors qu'elle a été faible, voire nulle, en 2023 (voir graphique 2).



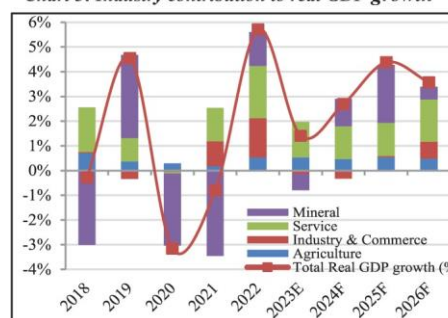
Source: Bank of PNG Employment Survey



Source: Bank of PNG Business Liaison Survey

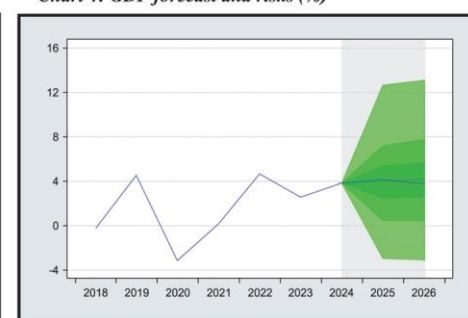
La croissance du PIB réel devrait rebondir à environ 3,0 % en 2024, principalement grâce à la forte croissance du secteur minier avec la reprise de la production à la mine d'or de Porgera après sa fermeture en 2020, et à une production plus élevée d'or, de cuivre et d'argent provenant d'autres pays. Les mines. L'effet d'entraînement de la reprise de la mine d'or Porgera devrait avoir un impact positif sur les activités associées dans le secteur non minéral, notamment l'emploi, les revenus des ventes et les recettes fiscales. Les dépenses du gouvernement devraient également soutenir la demande et l'activité dans le secteur non minier. Les prévisions de croissance pour 2024 auraient pu être plus élevées sans l'impact négatif des troubles civils de janvier qui ont affecté les secteurs du commerce de détail et de gros, même si cela aurait freiné l'activité en début d'année, mais pourrait entraîner des dépenses supplémentaires de réparation et de reconstruction. Plus tard dans l'année. En 2025, l'économie devrait connaître une forte croissance, reflétant la production annuelle de la mine d'or Porgera, le rebond attendu dans les secteurs de la vente au détail et en gros et une certaine augmentation de l'activité associée à la décision pré-finale d'investissement (FID).

Chart 3: Industry contribution to real GDP growth



Source: Bank of PNG & National Statistical Office (NSO)

Chart 4: GDP forecast and risks (%)



Source: Bank of PNG

dépenses consacrées aux nouveaux projets de ressources. La Banque prévoit une croissance d'environ 4,4 pour cent en 2025 et de 3,6 pour cent en 2026. Les prévisions de croissance devraient être plus élevées avec la reprise de l'activité menant au démarrage de nouveaux projets de ressources et les effets d'entraînement de l'augmentation des activités d'exploration et investissements en capital dans le secteur minier. Le graphique 4 suggère que la probabilité d'une croissance plus forte à moyen terme l'emportera probablement sur les risques baissiers pesant sur la croissance.

Il existe des risques mondiaux à la baisse concernant ces projections de croissance, notamment la politique monétaire stricte des banques centrales des principales économies pour lutter contre l'inflation, les conflits géopolitiques prolongés et les conditions météorologiques défavorables. En outre, l'ajustement du taux de change XOF devrait faire augmenter les prix, et pourrait freiner la demande intérieure et affecter la croissance à court terme, avec cependant quelques gains compensatoires sur les prix et les recettes des exportations. Face à ces pressions à court terme, le rétablissement de la convertibilité du FCFA aurait un effet plus positif sur la croissance à moyen et long terme grâce à la promotion des exportations, à la substitution des importations et à la confiance supplémentaire pour investir qu'un marché des changes plus performant finira par apporter. .

L'enquête de la Banque sur le climat des affaires menée en février 2024 a indiqué que la confiance des entreprises a décliné et reste faible, exacerbée par les troubles civils de janvier. On s'attend à ce que les ventes du secteur privé non minier, les dépenses en capital et les niveaux d'emploi diminuent au premier semestre 2024. La hausse des prix, notamment pour le carburant, la pénurie de devises étrangères, l'approvisionnement peu fiable en électricité et en eau, et les problèmes d'ordre public continuent de peser. affectent les entreprises, ce qui les amène à fonctionner dans un environnement de coûts élevés. En outre, le retard dans l'assistance aux entreprises touchées suite aux troubles pourrait affecter la reprise et avoir un impact sur l'activité en 2024. Compte tenu de ces défis, les entreprises mettent en place ou créent de l'efficacité et entreprennent des mesures d'économie de coûts tout en recherchant des alternatives moins chères, tant au niveau national qu'externe. pour rester compétitif.

Le TOGO continue d'enregistrer d'importants excédents de balance courante, avec des exportations élevées tirées par le secteur minier, tandis que la contribution du secteur non minéral, en particulier le secteur agricole, a été faible, reflétant en partie la surévaluation persistante du taux de change réel. Une part importante des recettes d'exportation est détenue à l'étranger sur des comptes en devises approuvés, comme le permettent les accords de développement de projets, ce qui contribue à la faiblesse des entrées sur le marché des changes. Ceci, combiné aux dépenses publiques élevées et à la demande du secteur privé qui ont entraîné une demande excessive d'importations, a également contribué au déséquilibre persistant du marché des changes. Le programme de réforme soutenu par le FMI et entrepris par la Banque vise à remédier au déséquilibre des changes grâce à l'ajustement du taux de change et à aboutir à la compensation des ordres en cours sur le marché des changes au cours des deux prochaines années jusqu'en 2026.

Queries on the contents of the Monetary Policy Statement (MPS) should be directed to the Manager, Economics Department on telephone number 002282217093 or Manager, Monetary Policy Unit on telephone number 002282217289, or email info@cbt-togo.com. Copies of the Statement can be obtained from the Economics Department or from the Bank's website: <http://www.cbt-togo.com>

